

Besoin de loi

Voici une décennie, *Billets* n'existait pas. *Survie* éditait *Le Point sur la loi pour la survie et le développement* – bulletin de marche de notre campagne pour « *donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants* », à l'appel de 126 Prix Nobel. Une proposition de loi susceptible de réorienter profondément l'aide publique au développement française vers ce que certains appellent le « refus de la misère » – le refus de conditions de vie mortelles ou indignes – recueillait peu à peu le soutien de 72 % des députés. Elle ne fut jamais mise à l'ordre du jour. Déjà, nous avions titré un éditorial *Besoin de loi*.

Depuis, notre perspective s'est creusée et renouvelée. Nous estimons que le concept d'aide est disqualifié, qu'il faut désormais parler de l'universalité des droits de l'homme, montrer l'immense avantage d'une dilatation des « biens publics à l'échelle mondiale » (pour lesquels nous allons mener campagne, au sein d'une nouvelle association créée à ce nom) : un jeu à somme positive, comme l'humanité sait parfois en inventer.

À l'extrême opposé, l'immunité totale procurée à l'argent criminel par les paradis fiscaux porte en germe la ruine des biens de civilisation, financés par des prélèvements obligatoires, tout comme elle abrite le produit du pillage, finance les stratégies mafieuses, la corruption, les trafics d'armes et le mercenariat. Y transitent, pour le pire, toutes les valises à billets d'Afrique et d'ailleurs.

Entre-temps, en effet, une autre acception du besoin de loi nous a saisis, tout aussi urgente. Sur fond de violence coloniale et de criminalité néocoloniale, le vol et le dol ont

pris une importance sans précédent, acquérant presque droit de cité, envahissant jusqu'aux institutions occidentales les plus respectées. Lorsque la vitesse et l'anonymat des transactions financières internationales vous garantissent l'impunité, la tentation est trop forte de se laisser noyer sous les liquidités...

Les réseaux du Vatican et de la franc-maçonnerie ont été parmi les premiers touchés par l'affaissement des défenses immunitaires contre l'argent trop facile – parfois sur les mêmes circuits, comme cette banque Sasea où ont filé une bonne part des « pertes » du Crédit Lyonnais (Réseau Voltaire, 01/10/2000). Nombre de banques occidentales, d'ailleurs, sont aujourd'hui inondées d'argent sale, assaillies par les intérêts mafieux.

De même les services secrets, branchés sur un pillage en voie de généralisation, ont pu multiplier les ressources « parallèles » leur permettant de s'impliquer dans un nombre croissant de guerres civiles, en Afrique et ailleurs.

Au long de nos *Billets*, une constante transparait : les peuples volés, opprimés, massacrés, méprisés ont plus que jamais « besoin de loi », d'un renouveau du droit et de la légitimité, adaptés aux défis de la mondialisation. Les mafieux ont tiré les premiers, c'est normal : ils sont plus vifs à saisir les nouvelles opportunités. Mais dans les maturations lentes des sociétés civiles, civilisantes, se forment les ressorts métropolitiques d'un endiguement. Peu à peu la pression monte contre l'excès d'impunité, suscitant les principes et premiers édifices d'une justice internationale.

SALVES

Côte d'Ivoire, sur le fil du rasoir

En l'espace de dix mois, le général Gueï aura eu le temps d'afficher toutes les facettes de sa francfricanité. Jusqu'à la fascination pour l'arme ultime en politique : le bouc émissaire ethnique.

Il s'est lâché en lançant sa campagne électorale : « *Les étrangers [...] vont jusqu'à proférer des menaces contre la Côte d'Ivoire et les Ivoiriens, oubliant qu'ils ont encore des parents et des amis ici et qu'en cas de troubles, nous nous occuperons d'eux* ». Voilà qui ressemble aux prophéties des durs du clan Habyarimana, début 1994 au Rwanda.

En épousant le discours phobique de Gueï sur l'ivoirité, son rival Laurent Gbagbo, qui passait jusqu'alors pour un démocrate, a imité ces opposants rwandais qui se rallièrent à la surenchère du *Hutu power*. Provisoirement ? Tactiquement, comme le Serbe Kostunica qui, durant sa campagne, abonda dans le sens du nationalisme ambiant ? Le « jeu » est infiniment dangereux. On s'étonne que les amis socialistes de Gbagbo s'en soient si peu démarqués.

L'Union européenne et les Nations unies ne sont pas trop regardantes sur l'envoi d'observateurs lors des scrutins africains. L'ONU, cette fois, a décidé de retirer les siens, et l'UE en a réduit le nombre : l'élection est tronquée, constatent-elles, par l'élimination des candidats de deux des trois principaux partis (Alassane Ouattara pour le RDR, Émile Constant Bombet pour le PDCI). Les pays voisins ont signifié, en vain, une même réprobation.

Bouclant ce numéro le 22 octobre, avant le résultat du premier tour tenu ce jour, nous ne savons pas encore si les pires dérapages seront évités. Laurent Gbagbo semble en tête dans les urnes. Gueï imitera-t-il jusqu'au bout le général putschiste nigérien Baré Maïnassara, instigateur en 1996 d'une fraude massive ? Une victoire à la Pyrrhus, qui aboutit trois ans plus tard à son élimination.

Quoi qu'il en soit, le réveil sera difficile : des milliards de francs CFA quittent la Côte d'Ivoire, comme un navire en péril, hâtant une probable dévaluation (cf. *À fleur de presse*). Le « modèle ivoirien » avait un côté soporifique. Comme au Gabon, il paraissait normal de faire travailler plutôt les étrangers, ces millions d'immigrés venus du Sahel, aujourd'hui ostracisés.

Le général Gueï admet qu'« *un peuple ne peut pas assister passif et résigné à la création des richesses de son pays par les seuls étrangers* ». Mais, objecte un Burkinabè d'Abidjan, « *le candidat qui dira aux gens de se mettre au travail ne va pas gagner. Étrangers et Ivoiriens, nous sommes confrontés au même problème, l'avenir de l'Afrique* » (*Libération*, 21/10/2000).

Beurre de cacao

Ce n'est pas spécialement un adepte de la valeur travail que **Gueï** a remis aux manettes de la filière cacao. Dagobert Danzio, conseiller officieux du général, avait été écarté de la Caisse de stabilisation lors de la faillite financière du régime Bédié. Un membre d'une institution internationale souligne « *sa capacité imaginative à habiller des opérations spéciales décidées par le sommet de l'État* ». Ce qui à chaque fois, selon un exportateur, a « *eu pour résultat de faire perdre plus de 150 livres par tonne [...] aux cours du cacao* ».

Un bailleur de fonds met les points sur les i : « *Ces opérations ont été menées au profit exclusif d'une poignée de chargeurs avec redistribution des bénéfices [...] entre ces opérateurs et la caisse noire de l'État* ».

Le retour de Danzio « *fait craindre le pire* ». D'ailleurs, conclut *La Tribune* (02/10/2000), « *une "opération spéciale" portant sur*

250 000 tonnes est en cours d'exécution ». De quoi financer la campagne de Gueï et ruiner un peu plus son pays.

Le cas Lacaze

Le général Gueï a un "frère" empressé mais trop voyant : le général de réserve Jeannou Lacaze, 75 ans, ancienne sommité des services secrets, ex-chef d'état-major sous Mitterrand, ami ou conseiller des Mobutu, Eyadema, Saddam Hussein, Sassou Nguesso, Idriss Déby, etc.

Selon *Le Canard enchaîné* (04/10/2000), après une série d'allers-retours à Abidjan, Lacaze y a débarqué début septembre « accompagné de six mercenaires, recrutés grâce au carnet d'adresses du fameux **Bob Denard** ». Pour faire bonne mesure, le voisin et ami libérien, le *warlord* Charles **Taylor**, a lui aussi prêté quelques soudards. Ses Antonov bourrés d'armes atterrissent à Abidjan (*La Lettre du Continent*, 19/10/2000).

Certes, les réseaux francophones grenouillent à qui mieux mieux, dans l'espoir de capter à leur profit la suite des événements. Martin **Bouygues** par exemple, surinvesti en Côte d'Ivoire, est l'ami d'Alassane Ouattara, mais son représentant sur place, Marcel Zadi, dirige la campagne de Gueï. Auprès du socialiste Gbagbo a été dépêché **Robert Montoya**, gros fournisseur de "sécurité privée" en Afrique, issu de l'abondant vivier des ex-"gendarmes de Mitterrand". Sa principale référence : Eyadema.

La France officielle, cependant, veut afficher sa neutralité dans ce scrutin piégé. La démonstration de force de l'ancien chef d'état-major apparaît donc au cabinet du ministre français de la Défense comme « une catastrophe diplomatique ». D'autant que les 28 militaires arrêtés après la trouble tentative de putsch du 18 septembre ont été sauvagement torturés. « *Tous les éléments d'une dictature militaire se mettent en place* », diagnostique l'envoyé spécial du *Monde* (08/10/2000).

Dès le 2 août, le ministre Alain Richard a adressé à Lacaze une missive irritée. Mais il semble avoir quelque mal à brider ce général de "réserve".

Certification

Pour « contrer les manœuvres des écologistes extrémistes », boycotteurs potentiels, et rassurer les consommateurs sur la « gestion durable des **forêts tropicales** », les 13 pays de l'Organisation africaine du bois (OAB) ont adopté le 13 octobre à Brazzaville le principe d'une « certification des grumes [les troncs d'arbres abattus] ». Elle attestera que la grume provient d'une exploitation respectant un plan de coupe et de reboisement ainsi que l'environnement. Une précision : la délivrance du label ne devra pas grever les coûts de l'exploitation forestière (AFP, 13/10/2000).

Dix au moins des 13 membres de l'OAB sont réputés pour le pillage de leurs matières premières, à commencer par les deux Congos, l'Angola, le Gabon, le Cameroun, la Guinée équatoriale. La Côte d'Ivoire a vu sa forêt massacrée. La surexploitation forestière au Cameroun et au Congo-B défie l'imagination. Et tous les règlements : les bas coûts actuels sont obtenus au prix de leur violation systématique. Comment une certification fiable n'augmenterait-elle pas ces coûts ?

Comme le montre une passionnante enquête que nous venons de publier avec *Agir ici (Le silence de la forêt. Réseaux, mafias et filière bois au Cameroun, L'Harmattan)*, les unités de coupe sont bradées aux "ventriotes" du régime. Les contrôleurs, peu nombreux, sont trop souvent corrompus ou intimidés. Les sociétés forestières perpétuent la violence et la délinquance de l'ère coloniale. On peut bien édicter une belle loi de protection de la nature, l'ignorer est un sport national - encouragé par le clan présidentiel, béni parfois par des organisations écologistes complaisantes. Les autres, celles qui enquêtent, sont évidemment « extrémistes ».

Accueillant les travaux de l'OAB, Denis Sassou Nguesso a souligné l'urgence d'une telle certification : après le pétrole, l'exploitation forestière est la deuxième ressource du **Congo-B** - ce protectorat francophone dont il est le proconsul, et qu'il presse comme un citron. Une certification par l'OAB risque de n'avoir pas plus de crédibilité que les promesses de concorde et de prospérité ressassées par l'hôte de sa conférence.

Amitiés franco-congolaises

En juin 1997, lors du déclenchement de la guerre civile qui permit le retour au pouvoir de Denis Sassou Nguesso, plusieurs centaines de militaires français étaient prépositionnés à Brazzaville – en cas de dérapage à Kinshasa, que venait d'investir Kabila. Officiellement, ce contingent tricolore, commandé par le **général Landrin**, a observé une neutralité absolue. En fait l'état-major parisien, comme la quasi-totalité des réseaux francophones, était très pro-Sassou : par de multiples canaux, on sut lui faire parvenir l'aide nécessaire.

Le général Landrin a pris sa retraite... à Brazzaville. Il est devenu le conseiller "officieux" de Sassou II (*LdC*, 19/10/2000). Mélangeant comme Lacaze le militaire et les affaires, il est aussi le consultant de la Compagnie industrielle du bois. La CIB est l'une des cibles privilégiées des « écologistes extrémistes ». Elle abat à tout va au nord du Congo-B, vers la frontière camerounaise. Plus près du *Far West* que de la certification...

De Paris, **André Soussan** et son agence Orima fourbissent de belles revues à la gloire de Sassou II. Le général y plastronne au côté de Jean-Paul II. Soussan se flatte de compter parmi ses "collaborateurs" d'éminentes personnalités politiques françaises.

Mi-décembre, le député radical **Gérard Charasse** va emmener une délégation parlementaire française à Brazzaville. 500 millions de tonnes de pétrole viennent d'être découvertes en mer profonde, à cheval sur la frontière congolo-cabindaise (*LdC*, 19/10/2000). Autant graisser les rouages de la collaboration avec la dictature congolaise, amie de la dictature angolaise qui occupe Cabinda.

Au député socialiste François Dosé qui suggérerait une commission d'enquête internationale sur les crimes de guerre commis au Congo-B, le ministre de la Coopération **Charles Josselin** a répondu le 4 septembre que la création d'une telle commission « semble aujourd'hui prématurée et risquerait de mettre en cause le processus de réconciliation nationale ».

Rameaux d'Ollivier

L'homme d'affaires et de secret Jean-Yves Ollivier est un OGM : organisateur de grandes manœuvres, de l'Afrique du Sud de l'apartheid au Congo-Brazzaville en passant par les Comores. C'est l'homme du *Grand troc* Pretoria-Paris-Téhéran (armes-otages-pétrole)¹, d'une vaste compensation Pretoria-Luanda-Brazza-Paris-Washington (on en passe), autour de la libération de Pierre Albertini. C'est aujourd'hui le copilote de Sassou Nguesso, pivot de la Francophonie au Centre-Ouest du continent.

Bref, quelqu'un qui ne se déplace pas pour rien – en avion privé, le plus souvent. Depuis un bon moment, il allie à Sassou **Jean-Pierre Bemba**, le leader mobutiste de la rébellion MLC, au nord de l'ex-Zaïre. Ce faisant, il rapproche la Francophonie de l'Ouganda, parrain du MLC, et des USA, parrains de l'Ouganda. De plus en plus manifestement, un grand *deal* s'annonce dans le partage du **Congo-K**.

L'avion d'Ollivier a convoyé à Paris J.P. Bemba, qui y a rencontré le ministre angolais des Affaires étrangères – tandis que se

multipliaient les contacts entre l'**Ouganda** et l'**Angola**, allié de Kabila. Lequel s'en est beaucoup inquiété (*La Lettre de l'Océan Indien*, 30/09/2000).

La prolongation de la guerre civile au Congo-K ne fait pas que meurtrir de plus en plus profondément la population, répandre la misère, la maladie, multiplier les exactions, alimenter les haines : elle gêne l'exploitation efficace des richesses de ce pays, commencent à se dire les capitales occidentales.

Leurs Services, impliqués dans le déclenchement du conflit, aimeraient en siffler la fin. Cela suppose de nouer un accord entre les grands caïds régionaux – ceux qui disposent des armées les plus efficaces. Car il faudrait "faire le ménage" entre des groupes combattants désormais trop nombreux. Trop de chaos n'est plus rentable. En Angola, l'affrontement de seulement deux camps (gouvernemental et Unita) était quand même plus gérable.

Dans cette optique, les objectifs se rapprochent entre Washington et Paris, les buts de guerre pourraient devenir des buts de "paix" – sans la moindre considération pour la volonté des peuples.

Première clef de l'accord envisagé : la réconciliation Kampala-Luanda, ce qui suppose que l'Ouganda et Bemba cessent de faire joujou avec l'Unita. Ce n'est pas acquis. Si ça l'était, Sassou deviendrait un trait d'union enviable.

Deuxième clef : l'évolution du régime de **Kigali**, nœud de contradictions, dont l'agressivité extérieure suscite une hostilité croissante, et qui donne l'impression d'une poudrière, à côté d'un volcan. Des scénarios de normalisation s'échafaudent, mais il y a tout à redouter des apprentis sorciers.

À côté, le **Burundi** reste le maillon faible, que s'acharnent à faire sauter les adeptes de la lutte finale.

Les voix africaines ne sont pas assez audibles dans ce concert de géopolitique, obnubilé par le pétrole, les diamants, les métaux précieux.

1. *Le Grand Troc*, Hachette Littératures, 1988.

Déby pétrolier

La Banque mondiale a décidé de soutenir le projet d'oléoduc **Tchad**-Cameroun pour "lutter contre la pauvreté". Premier acte : l'octroi d'une avance (un "bonus") de 170 millions de FF au régime tchadien. Premier usage : l'acquisition d'hélicoptères blindés, de Toyota de combat, d'armes et de munitions pour intensifier la guerre civile au nord du pays...

Guide débordé

« *Tous les Libyens partagent les idéaux du Guide [Kadhafi]* », affirme l'ambassadeur de Libye à Niamey (*Le Républicain*, 05/10/2000). Il doit y avoir un problème de communication, puisque chez le prophète de l'unité africaine, plusieurs centaines d'Africains noirs, dont quelque 150 Nigériens, auraient été tués dans des pogroms consécutifs à une altercation entre gangs de dealers.

"Commandement opérationnel"

Le régime **camerounais** prépare le pays à accueillir dignement le Sommet franco-africain, début 2001. Le grand banditisme s'est développé, alimenté par la complicité active des forces de l'ordre, qui lui prêtent des véhicules, voire des uniformes. Pour le combattre dans la mégapole de Douala, un "Commandement opérationnel" a été créé, placé sous l'autorité directe du gouverneur provincial.

Or ce nouveau corps a réussi à porter l'insécurité à un niveau jamais atteint. L'archevêque de Douala dénonce les arrestations arbitraires, à toute heure, dans la rue, les bus, les taxis. Emmenés chez les gendarmes ou au camp militaire, les gens « *sont torturés* ». « *Au petit matin, on retrouve des corps de part et d'autre de la chaussée* ».

La torture est systématique, explique l'association *Agir ensemble pour les droits de l'homme* (10/2000), qui évoque le chiffre de 500 exécutions extrajudiciaires. « *Le comportement de ce "Commandement opérationnel", absolument couvert par les plus hautes autorités provinciales et nationales, conduit à penser qu'il a décidé de terroriser la population* ».

Notre slogan au Sommet franco-africain du Louvre demeure donc d'actualité : « *Sécurité au Sommet, insécurité à la base* ».

Cher bac à sable

Ce n'est pas seulement le sable chaud et un certain laxisme exotique qui font de **Djibouti** le terrain d'entraînement préféré de l'**armée** française. Le rapport parlementaire Boucheron (déjà évoqué en octobre) précise que « *le coût complet annuel [...] d'un capitaine de vaisseau en service à terre en France est en moyenne de 457 000 F alors qu'il est de 1 370 000 F à Djibouti, soit exactement le triple. Le coût d'un colonel de l'armée de terre passera de 531 000 F à 1 211 000 F* » (*Le Canard enchaîné*, 04/10/2000).

Fausse joie

On a cru un moment que, suivant l'avis de la commission du **Secret défense**, le ministre Laurent Fabius allait lever ce secret sur la liste des commissions versées par **Elf** de 1989 à 1993. Il n'en est rien. Les Douanes n'ont livré que 7 feuillets. La levée du secret est infinitésimale. Un membre de la commission commente : « *On ne va pas faire sauter la planète* ». C'est si explosif que ça ? (*Libération*, 14/10/2000).

À peu près au même moment, un curieux accident mortel faisait passer par la fenêtre de son appartement parisien un courtier en armements – à destination, entre autres, de l'Afrique et l'Asie. **Thierry Imbot** était aussi fonctionnaire à l'ONU. Pas un *free lance*, donc. Fils d'un ancien patron de la DGSE, c'était l'un des opérateurs du contrat des frégates de Taiwan, qui donna naissance à l'affaire Elf.

Brise corse et pépites agricoles

En juin 2000, Jean-Michel Rossi et François Santoni, deux leaders indépendantistes corses du FLNC-Canal historique, publient avec le journaliste Guy Benhamou un livre d'entretiens, *Pour solde de tout compte* (Denoël). Le 7 août, Rossi et son garde du corps sont assassinés. Santoni est sur le qui-vive.

Le 18 septembre, Laurent Joffrin, rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*, avertit Benhamou « *qu'un contrat sur sa tête aurait été sous-traité par des Corses à des gangsters du milieu de Paris* ». Le 25, Jean-Paul Cruse, de *VSD*, téléphone à Benhamou pour lui confirmer ce contrat. Il dit tenir l'information d'« *une source fiable au ministère de la Défense* » (*Libération*, 05/10/2000). Bien connu de nos lecteurs, cet apologiste des officiers pasquaïens et ex-"nègre" du capitaine Barril a effectivement des sources

militaires.

Que disaient entre autres Santoni et Rossi à Benhamou : « *Le commando Érignac, ce ne sont que des hommes de main [...]. Ils ont été instrumentalisés par l'intermédiaire de membres de leur propre groupe, et qu'on peut appeler les penseurs de l'acte, eux-mêmes actionnés par les vrais concepteurs. Ceux-là ne figurent pas dans la liste des personnes arrêtées et incarcérées. Mais ils visaient une déstabilisation grave de la situation corse [...], afin de mettre en place une nouvelle classe dirigeante d'obédience mafieuse, actionnée par certains relais politiques parisiens* ».

Au début des années 1990, « *l'alliance nationaliste-mafieuse se développe. Le propriétaire de Cavallo [l'île aux milliardaires], [Lillo] Lauricella, n'est autre que le trésorier de la puissante famille sicilienne des Santa Paola. Il propose de financer tous les projets économiques qui fleurissent à cette époque. Ce sont autant de moyens, pour la mafia italienne, de blanchir l'argent de la drogue* ».

« *L'intérêt de Cavallo, ce n'est pas l'immobilier. Ce que certains Corses et quelques Italiens se disputent, c'est la maîtrise du port et de la piste d'aviation pour les avions privés. Cavallo est une zone de transit de la drogue qui peut devenir une plaque tournante. Voilà le seul et véritable enjeu de l'île* ».

L'Accord de Maignon sur l'avenir de la Corse a explicitement prévu, selon le Réseau Voltaire (01/10/2000), que « *le système bancaire sera privatisé au profit d'une société de capital-risque, Femu Qui [...] en articulation avec le **Crédit agricole*** ». Or, « *le Crédit agricole de Corse et Femu Qui ont été systématiquement cités dans toutes les enquêtes sur les organisations criminelles de l'île, en premier lieu la "Brise de mer"* ». Qu'est ce qui, dans le nouveau statut envisagé pour la Corse, empêchera ces organisations « *de prendre le contrôle du nouveau système bancaire* » ?

Selon le journaliste Alain Laville¹ lorsque le président de la Coordination rurale insulaire, Jean Cardi, a osé demander un audit du Crédit agricole, « *il a reçu des explosifs en retour, puis a été menacé de mort par Jean-Angelo, l'un des frères Guazzelli, membre présumé de la Brise de mer* ».

On apprend dans le même temps que le **Crédit agricole** (CA) suisse s'offre la sulfureuse **CIBC** (Canadian Imperial Bank of Commerce), la banque préférée des dictateurs africains. En peu de temps, le CA s'est imposé en Suisse (!) comme l'un des leaders de la gestion de fortunes (*LdC*, 19/10/2000). On appelle cette activité la "banque privée". Elle est présentée par un rapport du Congrès US (09/11/1999) comme l'un des instruments privilégiés du blanchiment de l'argent.

Le CA suisse s'est fait épingleur pour avoir planqué un milliard de FF du dictateur Abacha (*Billets* n° 85). Le CA finance au moins deux dictatures en guerre civile, la brazzavilloise et l'angolaise, goulues d'armes et riches en or noir, elles aussi réputées pour la volatilité de leurs pétrodollars.

Marié avec la banque Indo-Suez, le CA semble aspiré par un tropisme colonial – ami de la force et ennemi de la transparence. Aux antipodes du statut coopératif dont se prévaut encore la "banque verte".

1. *Un crime politique en Corse*, Le cherche midi, 1999.

Vous avez dit : « Dette » ?

tr

La Lettre du Continent, justement, produit sur son site Internet des documents impliquant la **CIBC** et **Elf** dans la savante évasion, en 1992, de 180 millions de pétrodollars **camerounais** (un bon milliard de FF). L'argent, un crédit gagé sur du pétrole futur, s'égaille entre les îles Vierges, la Suisse et le Liechtenstein. Le Cameroun n'en a pas vu la couleur. Pourquoi l'a-t-il en dette ?

L'opération a été garantie par Elf. Signataire : le directeur financier Philippe Hustache, devenu depuis directeur général de Dassault. Un degré de plus dans l'éthique des affaires. Hustache est administrateur du Crédit agricole. Dassault, peut-être, veut se reconvertir dans l'abattage des troupeaux de vaches folles.

Fleury entre deux Mauri...

Il paraît difficile de confondre la **Mauritanie** et l'île **Maurice**. Pourtant, une bisbille entre deux hommes d'affaires mauriciens a conduit l'un d'eux à dénoncer, devant la justice suisse, le détournement fin 1999 de 2,9 millions de FF d'aide européenne à la Mauritanie. Pièce à l'appui. Destination : une société offshore mauricienne, Équinox, via un compte bancaire à Genève.

À tort ou à raison, l'accusateur incrimine le conseiller en communication Jean-Pierre Fleury (*La Lettre de l'Océan Indien*, 7/10/2000), qui partagea l'épopée africaine de Jean-Christophe Mitterrand. En tout cas, les restes du réseau Mitterrand affectionnent les eaux poissonneuses de la Mauritanie. Ils ne sont pas les seuls en FrancAfrique, qui se bouscule autour d'un régime corrompu à souhait.

Arsenal, ça fait mal

L'énorme affaire de détournement de fonds à l'arsenal de Toulon prend une tournure de plus en plus inquiétante, mais combien révélatrice. Il ne s'agissait pas que d'enrichissement personnel ou de gratifications mutuelles, révèle *Le Canard enchaîné* (18/10/2000).

Via des prestations fictives, un club d'ingénieurs de l'armement tentés par la barbouzerie, initiés à une franc-maçonnerie très droitière (la GLNF, Grande Loge nationale de France), prélevait au minimum 100 millions par an sur le budget de l'arsenal pour financer les missions occultes d'une sorte de service secret "parallèle". Créé et contrôlé par qui ? Selon *Le Canard*, l'état-major aurait désormais « *une priorité absolue* » : « *qu'on ne puisse pas établir qui était au courant et a couvert l'opération et cette curieuse "collecte" d'argent noir* ». « *Les magistrats redoutent une contre-attaque des militaires pour se débarrasser des curieux* ».

Anti Monod pôle

Vert et Grenoblois, Raymond Avriillier fut l'un des premiers à révéler l'ampleur de la corruption en France en aiguillonnant la justice contre Alain Carignon et la Lyonnaise des Eaux. Il ne lâche pas les baskets de l'ancien patron de **Suez-Lyonnaise-Dumez**, Jérôme Monod.

Au cœur de la corruption parisienne, francilienne, française, mais aussi franc africaine (via Dumez, puis dans la course aux privatisations), cet ancien secrétaire général du RPR a été officiellement nommé conseiller à l'Élysée. Il y anime le pôle réélectoral.

Avriillier a introduit contre cette nomination un recours en Conseil d'État. Il dénonce le conflit d'intérêt : le collaborateur du Président est administrateur de nombreuses sociétés (dont M6, TotalFinaElf, Dumez).

Pimpant septuagénaire, il a aussi passé l'âge de la retraite dans la fonction publique (*Libération*, 05/10/2000). Mais, depuis Foccart, l'on sait que la Françafrique aime jouer les prolongations. N'est-ce pas Jeannou Lacaze ?

Bons points

- Le **Burundi** est en pleine tourmente. Comme si la paix entrevue déchaînait les "lutttes finales". Dans ce contexte, et en contraste avec les ingérences françafricaines dans les pays voisins, la position de la France paraît singulièrement sage. Elle a réitéré publiquement son soutien au médiateur Nelson Mandela, et appelé les rebelles à ne pas privilégier l'option militaire, qui prolonge le martyre de la population civile.

- La Cour d'appel fédérale de New York a jugé recevable la plainte contre **Shell** du fils de Ken Saro-Wiwa et d'autres Nigériens. Le leader Ogoni a été exécuté par pendaison en 1995. « *La plainte affirme, constate la Cour, que les plaignants et leurs familles ont été emprisonnés, torturés et tués par le gouvernement nigérian, en violation des Lois des Nations, en représailles contre leur opposition politique aux activités d'exploration pétrolière* » de Shell.

Quoi que l'on pense des insuffisances et partialités de ce type de procédure, il faut admettre qu'elle contribue au recul de l'impunité : une fois installée, la Cour pénale internationale (**CPI**) n'aura pas de compétence rétroactive. Et la démarche souligne le caractère inadmissible du rejet de la CPI par les États-Unis.

- Le **Haut conseil de la coopération internationale** (HCCI), présidé par Jean-Louis Bianco, se présentait au départ comme une instance très incertaine. Fort proluxe en avis et documents (<http://www.cooperation-internationale.gouv.fr>), il se montre au bout d'un an un aiguillon plutôt efficace, au grand agacement des cyniques du Quai d'Orsay. Il y a de la friture sur la ligne entre Bianco et Védrine, deux anciens secrétaires généraux de l'Élysée, et des divergences dans l'interprétation de l'héritage mitterrandien.

Pour l'aile marchante du HCCI, le risque principal est de sous-estimer l'adversaire. Entendu dans ses rangs, un propos du genre : « *On a rasé le village franco-africain* », est pour le moins prématuré.

- Paris se fâche contre **Monaco**, titre la presse : on ne peut plus ne pas voir que ses comptes bancaires sont des refuges de l'**argent sale**, ni qu'un fort soupçon de recyclage pèse sur son casino. Mais *La Tribune* (11/10/2000) observe qu'« *il est moins difficile de dénoncer une situation connue que de prendre des décisions [de contrôle] apparemment complexes bien qu'elles semblent couler de source pour le contribuable français moyen* ».

Fausse notes

- Très active dans le suivi de l'Accord-cadre de Lomé (censé remédier à la crise politique engendrée par les scrutins truqués de 1998 et 1999), la France continue de bénir les manœuvres du potentat **Eyadema**. Bénéficiaire d'une réélection autoproclamée, celui-ci entend jouir tranquillement de son année de présidence de l'OUA, et différer le plus possible la perspective d'un scrutin fiable. Au nom de la « *démocratie apaisée* », Paris a embarqué les opposants et l'Union européenne dans des négociations largement illusoire.

- Les **centres de rétention** d'étrangers en situation irrégulière, en instance d'expulsion, sont en France des bouillons de culture du non-droit. Une ONG, la **Cimade**, avait réussi à y prendre pied et s'efforçait d'y limiter l'arbitraire. Le ministère de l'Intérieur mijotait un décret qui aurait entravé considérablement son action. La vigilance et la mobilisation de la *Cimade*, puis des associations amies, ont réouvert les négociations sur ce texte.

- Au député Gilbert Biessy qui lui demandait pourquoi la France ne ratifiait pas le deuxième protocole au Pacte international sur les droits civils et politiques, le ministre Hubert Védrine a fait une réponse édifiante : parce que ce protocole « *fait obstacle au rétablissement de la peine capitale en cas de guerre ou de circonstances exceptionnelles, par exemple dans l'hypothèse où il serait fait application de l'article 16 de la Constitution* ».

Agenda

- *Survie* a lancé le 19 octobre une campagne **Bolloré : monopoles services compris. Tentacules africains**¹. En cause : les visées monopolistiques du groupe Bolloré sur une partie de l'Afrique (dans les transports, la logistique, le tabac, etc.) ; son implication dans la surexploitation forestière au Cameroun ; son soutien à la terrible guerre civile menée par le dictateur de Brazzaville.

Il est suggéré aux citoyens d'écrire au président de la République, aux ministres de l'Environnement et de la Justice. La campagne est soutenue par *Agir ici*, l'AITEC, les *Amis de la Terre*, ATTAC, le *Cédétim*, *Étudiants et Développement*, *Greenpeace-France*, le *Ritimo* et *Robin des Bois*.

☎ Armelle Labadie (33) 1 43 27 03 25

1. Cf. le Dossier noir du même titre publié par *Agir ici* et *Survie* chez L'Harmattan.

- La campagne de *Survie* pour la ratification par la France de la convention des Nations unies sur les **mercenaires** se poursuit. Elle a été diffusée par le mensuel *Silence*.

- À l'invitation du député Pierre Brana, un colloque sur les défis du **mercenariat** se tiendra à l'Assemblée nationale le jeudi 30 novembre à 13h30 (accès limité, ☎ A. Labadie). Parmi les intervenants : Richard Banégas, Philippe Chapleau, Thierry Meyssan, François Misser, général Henri Paris, François-X. Verschave.

- Jusqu'à fin décembre, *Agir ici* coordonne une campagne *L'aide au développement fait fausse route. Redressons la barre*, contre la façon dont l'aide française et européenne compromet l'avenir de la **pêche à Madagascar**.

☎ *Agir ici* (33) 1 40 35 07 00. www.assoc.wanadoo.fr/peche.dev/

Errata

- Dans une partie des exemplaires du n° 85, le vocable rimbaldien "*abracadabrantisque*" (suggéré à Jacques Chirac par son directeur de cabinet Dominique de Villepin pour noyer la confession vidéo de l'ami Méry) a été lamentablement orthographié "*abradacabrantesque*"...

- Dans la dépêche de l'AFP du 22/09/2000, citant un rapport parlementaire de Jean-Michel Boucheron, il fallait lire : « *Djibouti est un "site particulièrement marqué par la refondation de l'armée de terre"* ». Et non "pour la refondation"... Ce qui réduit évidemment l'ambition.

(Achevé le 22/10/2000)

« Amnesty salue la création du tribunal [*spécial pour juger les crimes contre l'humanité commis en Sierra Leone*] [...]. Cette Cour devrait [...] ne pas se limiter aux personnes de nationalité sierra-léonaise sachant le nombre de troupes étrangères impliquées dans ce conflit ». (**Amnesty**, in *La Chronique d'Amnesty*, 10/2000).

[*De fil en aiguille, de Taylor en Compaoré, via la Côte d'Ivoire et la Libye, des acheteurs libanais de diamants aux fournisseurs français d'armes et de diamants, on amènerait au tribunal tout un pan de la Françafrique (cf. F.X. Verschave, La Françafrique, Stock, 1998, p. 202-226 et Noir Silence, Les Arènes, 2000, p. 80-91)*].

« L'association "17 octobre 1961 contre l'oubli" [...] [*demande*] que le **massacre des Algériens à Paris** soit reconnu comme "crime contre l'humanité", échappant par là même à toute prescription ou amnistie. [...] Il s'agit de savoir quelle est notre politique de la mémoire et comment nous la concilions avec la prétention, inscrite dans les textes fondateurs de la République, de défendre l'universalité des droits de l'homme. [...] Cette prétention [...] oblige à des révisions douloureuses de l'image de soi que, comme tout peuple, toute nation, nous souhaitons préserver, ou encore à lever les refoulements qui protègent individus et institutions de l'affrontement avec leur propre passé honteux. Mais la cohérence de la vie politique n'est-elle pas à ce prix, ainsi que la résistance aux formes diverses de la "corruption" de l'État (parmi lesquelles les traditions de racisme, contre lesquelles s'élèvent périodiquement certains des membres hélas bien isolés des administrations et de la police [...]) ?

L'actuel président de la République [...] a enfin reconnu la responsabilité de l'État dans la déportation des juifs de France [...]. Il importerait que la classe politique, soutenue par l'opinion publique, opère la même rupture en ce qui concerne les aspects les plus ouvertement criminels de la guerre coloniale. [...] [*Les*] questions [*posées par le massacre de 1961*] doivent d'ailleurs s'entendre sur le fond de l'extrême violence coloniale, dont nous avons ici l'un des prolongements et des révélateurs, au même titre que la torture et les déportations de populations ». (**Étienne BALIBAR**, philosophe, *Rebond à Libération*, 17/10/2000).

[*Effectivement. Pour ne pas répéter indéfiniment la criminalité néocoloniale de la Françafrique, la France doit cesser, face à ses crimes coloniaux, de pratiquer "la politique de l'Autriche"*].

« Milosevic est fini. Nous sommes en train de retourner à la civilisation. [...]

[*Parti filmer*] dans des petites villes de **Serbie** centrale, [...] comme beaucoup d'intellectuels belgradois, je croyais me rendre dans des bastions du conservatisme, avec des gens manipulés et endoctrinés par le régime.

Or c'était exactement le contraire. La province [...] était et reste à la pointe du combat [*contre la dictature*] [...]. Le pouvoir de Milosevic se concentre à Belgrade. Certes, là existent les derniers médias libres mais, en même temps, la société civile de Belgrade a été laminée et démoralisée pendant les treize ans du régime [...]. La ville s'est vidée d'une grande partie de ses forces vives avec l'émigration vers les pays européens, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande de quelque 40 000 personnes, des étudiants, des ingénieurs, des cadres les plus formés, qui cherchaient ailleurs un avenir. La ville a changé, peuplée de ceux qui vivent du système, dont nombre de mafieux et de criminels.

En province, les gens sont moins blasés et plus moraux. Des gens, qui ne sont pas des militants, se sont montrés capables de véritables actes d'héroïsme individuel. Les réseaux de la société, la famille en premier lieu, ont beaucoup mieux résisté. Dans ces petites villes, chacun sait tout de chacun. La pression du groupe est très forte. Cela a pu être autrefois un atout pour le régime. Cette société a maintenant basculé [...] et fait bloc contre le régime ». (**Goran MARKOVIC**, cinéaste serbe. Interview à *Libération*, 06/10/2000).

[*Malgré son immense police, Milosevic n'a pu contenir la marée populaire. Un signe d'espoir pour tous les peuples sous la botte des tyrans. Le pessimisme ou la démoralisation si répandus dans leurs capitales ne disent pas le fin mot de l'histoire*].

« Milosevic était en fait une taupe des Américains. Libérons la Serbie » (**L'un des militants ultra-nationalistes serbes**, à la pointe contre l'assaut du Parlement belgradois, *ibidem*).

[*En contrepoint de l'analyse précédente, ce clin d'œil aux voies tortueuses que peut emprunter l'histoire : elle se nourrit aussi des calculs et perceptions les moins orthodoxes*].

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Le Messager (Douala), *La dévaluation est inéluctable*, 08/10/2000 (Jean-Vincent TCHIENEHOM) : « Pour beaucoup de banquiers et d'observateurs [...], l'affaire est entendue. Le changement de parité du franc CFA est programmé ! Paris n'attend que deux choses : la tournure des événements en Côte d'Ivoire et le tassement espéré du prix du pétrole. Ce sera d'ici décembre ou au plus tard en février 2001. [...]

Des sources généralement dignes de foi signalent que chaque mois sortent de Côte d'Ivoire 40 à 50 milliards de f cfa, planqués à l'extérieur par les banques. Cette filiosité du pays-phare de la zone franc n'annonce rien de bon. Les opérateurs économiques étrangers disposant d'un matelas financier épais sécurisent leurs avoirs [...].

La logique de l'intégration complète poussée dans la CEDEAO [*Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest*] implique à terme une convergence des monnaies en cours dans la communauté. La naira nigérienne et le cedi ghanéen étant déjà indexés sur un panier de trois devises : l'euro, le dollar et le yen, on s'attend à ce que le franc cfa (celui de l'Ouest tout au moins) prenne le même chemin ».

[*Le sauve-qui-peut des gros détenteurs de francs CFA en Côte d'Ivoire rappelle fâcheusement l'année de fuite irrépressible qui précéda la dévaluation de 1994 – un souvenir cuisant pour les populations "dévaluées" par Paris*].

En **Afrique de l'Ouest**, si un nouveau réajustement monétaire accouche d'une monnaie régionale, fût-ce par une "césarienne", un grand pas aura été fait dans la décolonisation.

Le sort des États francophones d'**Afrique centrale** est beaucoup plus inquiétant : leur richesse en matières premières attise et multiplie les ingérences étrangères ; elles favorisent des pouvoirs prédateurs, illégitimes, sans perspective régionale avouable. La dévaluation apparaîtra seulement comme un nouveau malheur, annonciateur de nouvelles déchéances. Elle pourrait susciter une révolte populaire. Peut-être l'une de ces lames de fond génératrices de légitimité ? Quand on n'a plus rien à perdre....]

Algeria Interface (Alger), *L'homme des réseaux* (<http://www.algeria-interface.com>, cité par *Libre Algérie* du 11/09/2000) : « Le général en retraite **Larbi Belkheir** est issu des rangs de l'armée française où il a glané ses galons de sous-lieutenant avant l'indépendance algérienne en 1962. [...] Tour à tour président du HCS [Haut Conseil de Sécurité], secrétaire général de la présidence de la République et directeur de cabinet de Chadli Bendjedid, Larbi Belkheir fut durant la décennie 80 l'éminence

grise du régime. [...]

En termes d'influence, Larbi Belkheir constitue avec le général-major à la retraite Khaled Nezzar, ancien numéro un de l'armée, le duo le plus actif en coulisses. S'agissant de la destitution du président Chadli Bendjedid en janvier 1992, de la nomination de Premiers ministres ou de la conclusion de contrats d'équipement militaire ou civil, ils exercent quasi systématiquement leur pouvoir d'influence. À titre d'exemple, c'est ce duo de lobbyistes discrets qui a vendu aux chefs de l'armée l'idée de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika.

Larbi Belkheir est par ailleurs l'homme actif de la diplomatie parallèle, notamment sur les dossiers des relations avec la France, les États-Unis, le Maroc, l'Italie, la Libye et l'Arabie saoudite.

Les avions Gulf Stream acquis chez Lockheed par l'armée, les contrats d'achat de blé tendre et dur, la recherche d'un soutien international au candidat Bouteflika, autant de domaines d'intervention où Belkheir appose sa signature ».

[Cet homme-clef (y compris en termes financiers) revient au premier plan dans l'entourage du président Bouteflika. C'est sans doute l'accès au pouvoir de cet ancien officier de l'armée française, en 1979, qui a signé l'entrée de l'Algérie en Françafrique et dans la grande corruption. Chez les décideurs parisiens, il est presque aussi apprécié que feu Hassan II].

Rwanda

Le Vrai Papier Journal, *Bruguière traque le président rwandais*, 10/2000 (Pierre PÉAN, Christophe NICK et Xavier MUNTZ) : « Le juge Bruguière [...] tient enfin un bon dossier. Du genre qui fait trembler les puissants et mousser les tétés : l'origine du génocide rwandais – ces trois mois du printemps 1994 où les milices fascistes hutu exterminèrent 800 000 personnes. Celui-ci a été déclenché par un tir de missile, le 6 avril à 20h25, percutant de plein fouet l'avion du président Juvénal Habyarimana (hutu) à bord duquel se trouvait aussi le président du Burundi voisin. Quelques heures plus tard, la boucherie commençait. Pour le monde entier, les auteurs de l'attentat étaient forcément ces Hutu extrémistes qui préparaient leur crime depuis des mois, parce qu'ils reprochaient à leur président une trop grande mollesse dans les négociations de paix avec les Tutsi.

Le juge Bruguière possède aujourd'hui de très nombreux éléments qui prouvent exactement le contraire : l'avion a été abattu par un commando tutsi, sur ordre de l'actuel président du Rwanda, Paul Kagame, parfaitement conscient que cela entraînerait un massacre.

Saisi en mars 1998 de l'instruction de l'affaire, sur plainte de la veuve du copilote français de l'appareil, le juge Bruguière vient d'accélérer son enquête. [...] On s'attend, dans son entourage, à le voir délivrer d'ici six mois un mandat d'arrêt international contre Paul Kagame en personne. C'est la première fois depuis Milosevic qu'un chef d'État en exercice doit affronter pareille humiliation. [...] Rien, semble-t-il, ne pourra arrêter le juge français. [...] Il a demandé à son ami, le commissaire Roger Marion, de lancer ses limiers aux quatre coins de la planète. [...]

[Suit une démonstration de la responsabilité du FPR dans l'attentat, fondée essentiellement sur le mémorandum de Michael Hourigan (cf. Billets n° 80 et 81), le témoignage de deux anciens du FPR, le journaliste Jean-Pierre Mugabe et l'officier Christophe Kakizabera, et celui d'un homme dont il faut protéger l'anonymat. Africain, il fut militant "anti-impérialiste" de premier plan, avant de devenir homme d'affaires. [...] Il a rencontré plusieurs fois Paul Kagame [...].

- En tête à tête, nous dit-il, les dirigeants du FPR se vantent tous d'avoir abattu l'avion. [...]
- Kagame avait-il mesuré les conséquences pour le peuple tutsi ?
- Bien sûr, sa stratégie pour prendre le pouvoir, c'était la guerre, le chaos, la déstabilisation. Finalement, avant de gagner, il savait qu'il y aurait un massacre.
- Il n'avait quand même pas anticipé le génocide ?
- Tout le monde savait ce que préparaient les milices hutu. Mais c'est la guerre. N'oubliez pas qu'il a grandi à l'école maoïste.
- D'où son surnom ?
- Le Khmer noir... Kagame a un côté pol-potien. [...]

Museveni [...] a [...] coorganisé l'assassinat de son homologue rwandais. Et je pense que la Tanzanie a, elle aussi, trempé dans le complot. [...]

Le pacte entre Ougandais et Tutsi rwandais était [...] vaste. Il s'agissait de contrôler les pays des Grands lacs (Burundi compris) pour attaquer le Zaïre de Mobutu, en collaboration avec le principal opposant du maréchal, Laurent-Désiré Kabila. Le Zaïre permet de contrôler l'Afrique équatoriale : le pétrole du Gabon n'y est qu'à une portée de canon.

Voilà pourquoi, alors que partout au Rwanda les milices massacrent le peuple tutsi au rythme hallucinant de mille morts toutes les vingt minutes, le FPR, lui, exige le départ des Casques bleus, puis tente d'interdire à la France l'envoi d'une mission humanitaire. En lançant, fin juin, l'opération Turquoise, la France a bien failli contrecarrer les plans de Kagame et Museveni... Trop tard en tout cas pour sauver le Zaïre de Mobutu. Kagame et Museveni ont organisé l'assassinat de deux présidents hutu pour conquérir toute l'Afrique équatoriale. Ils ont conçu leur geste comme une épopée napoléonienne.

Le juge Bruguière est le seul capable de changer la morale de l'histoire. [...] [///] risque de devenir celui qui aura réhabilité François Mitterrand sur ce dossier. En plein génocide, le président français s'était vu accuser d'être complice des fascistes hutu. [...]

Mais l'hypothétique procès qui permettrait de mettre un point final à cette affaire ne doit pas faire oublier ces mots de Jean-Pierre Mugabe :

« Les génocidaires hutu qui ont tué des Tutsi sans défense ne devraient pas se servir du présent témoignage pour nier l'existence du génocide contre les Tutsi et prétendre que le crime de Kagame perpétré contre Habyarimana donnait le droit de massacrer les Tutsi. Les responsables du génocide de 1994 doivent être jugés conformément au droit international et national »

[Il ne nous est pas possible ici de citer ce très long article, ni de discuter des témoignages qui établiraient la responsabilité de Kagame et du FPR dans l'attentat. Elle est possible, malgré les arguments en sens inverse qui avaient été évoqués jusqu'ici. Il serait seulement surprenant, en ce cas, que Paris ait tant attendu pour faire la lumière sur ce crime d'un adversaire, alors que manifestement les Services français ont très tôt su ce qu'il en était, confisqué une partie des pièces à conviction, et intimé aux familles des pilotes de rester discrètes. On ne comprendrait pas non plus pourquoi la mission parlementaire d'information sur le Rwanda a accusé une faction de l'armée d'avoir cherché à la désinformer sur cet attentat. La phrase prêtée à François de Grossouvre avant son "suicide", le 7 avril 1994 (« Oh les cons ! Ils n'auraient quand même pas fait ça ! »), est susceptible de nombreuses interprétations.

L'essentiel n'est pas là. Malgré la phrase politiquement correcte qui clôt l'article, celui-ci veut manifestement faire passer un message. Dans l'Édito du mensuel, Christophe Nick écrit : « Pierre Péan [...] cherche depuis des mois les hommes qui ont déclenché le génocide au Rwanda. Il les a identifiés [...]. La France n'y est pour rien, les leaders tutsi ont consciemment déclenché la barbarie contre leur peuple, pour conquérir la moitié de l'Afrique ». D'un coup, la France et Mitterrand sont blanchis, tandis que les Tutsi du FPR apparaissent comme les principaux coupables du génocide. On peut leur reprocher énormément de choses, mais pas de ne pas avoir combattu ceux qui commettaient ce génocide. Ceux-là même que la France et Mitterrand, pendant et après le génocide, n'ont cessé d'appuyer massivement – diplomatiquement, militairement et financièrement. L'article avoue d'ailleurs que l'intervention Turquoise avait pour but premier de contrecarrer les ennemis des génocidaires.

L'article est précédé d'une photo de Kagame suggestive à souhait, portant la mention en majuscules « LES VRAIS ASSASSINS ». Dans le corps de l'article, ou par la voix du témoin anonyme, ressurgissent les poncifs de la propagande des Services français : Khmer noir, pol-potien, complot Museveni-Kagame (Hima-Tutsi) contre toute l'Afrique équatoriale – jusqu'au Gabon ! Par un anachronisme extraordinaire, on prête à ces deux chefs d'État l'intention, dès 1994, d'envahir le Zaïre avec l'aide de Kabila, alors que le choix de ce dernier a été beaucoup plus tardif.

Notons encore que le juge Bruguière se pose en combattant de la « raison d'État » (cf. Libération, 08/10/1999). Avec son ami Marion, il constitue un tandem aux méthodes très contestées. Pierre Péan, l'auteur admiré d'Affaires africaines, s'est depuis réconcilié avec Foccart et Bongo. Il a une dette vis-à-vis de Mitterrand, qui a choisi de lui raconter sa jeunesse ambiguë pour couper l'herbe sous le pied à Edwy Plenel, sur la piste. Quant au patron du Vrai Papier Journal, Karl Zero, il n'a pas craint, pour le Vrai Journal de Canal+, de recruter Bob Denard « parmi mes journalistes ». Étrange conception ! En résumé, l'enquête sur le fond doit être menée au bout. Mais on peut aussi s'interroger sur l'emballage.

Le Soir (Bruxelles), *Devoir de mémoire et devoir de vérité*, 04/10/2000 (Colette BRAECKMAN) : « Nos reportages et nos analyses à propos de la situation dans la région des Grands Lacs déplaisent à Kigali. Embrayant sur la réaction de l'ambassadeur rwandais à Bruxelles qui assimile toute critique à du racisme antitutsi, et se permet d'écrire que "les diamants de Kabila peuvent se payer le cœur d'un tas de journalistes" (!), la revue Grands Lacs Hebdo va jusqu'à dénoncer la "collusion génocidaire" qui sévirait dans nos colonnes... La bassesse de telles attaques ne mériterait que le mépris s'il ne s'agissait de sources représentatives des autorités rwandaises. En guise de réponse, rappelons seulement que le devoir de mémoire à l'égard des victimes du génocide, qui nous amène à combattre la haine ethnique et à dénoncer le révisionnisme, va de pair avec le devoir de vérité par rapport au Rwanda d'aujourd'hui et à la guerre injuste qui frappe la population congolaise. La Shoah n'exonère pas Israël en Palestine, comme le génocide ne donne pas au Rwanda le droit de déstabiliser le Congo ».

[Nous sommes solidaires de Colette Braeckman face aux insinuations indignes que lui ont valu ses reportages sur le Kivu (cités dans Billets n° 85), et souscrivons à la position exprimée dans ses deux dernières phrases].

LIRE

Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes. L'odyssée d'un homme au cœur de la nuit et les origines du génocide européen*, Le Serpent à Plumes, 1999, 233 p.

La traduction en français de ce livre suédois nous avait échappé. L'oubli est réparé grâce à une vigie alsacienne.

Voilà un écrit étrange et dérangeant. Étrange : c'est à la fois un récit de voyage en autocar dans les traces de la mission Foureau-Lamy, en compagnie d'un ordinateur portable, et une remémoration de ces expéditions coloniales qui permirent aux grandes puissances européennes de se tailler à la mitraille des royaumes en Afrique. Mais Zinder, le but du voyage, n'a guère mémoire de la sinistre colonne Voulet-Chanoine dont les restes y firent leur jonction avec ceux de la mission Foureau-Lamy, voici un siècle. On liquida même jusqu'aux interprètes pour que rien ne soit su. C'est en fait l'ordinateur qui se souvient : dans ses disquettes est enregistrée toute une bibliothèque de livres européens des 19^e et 20^e siècles. L'écrit majeur est celui de Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*. Ce que certains ont pris pour une œuvre de fiction, voire un roman psychanalytique, est en fait la dénonciation de "l'œuvre civilisatrice" de Léopold II dans sa colonie.

Le titre du livre de Lindqvist est une phrase extraite de celui de Conrad, c'est la boussole d'un voyage dans l'histoire des idées européennes. Comment cette phrase a-t-elle pu être prononcée et mise en pratique par Kurtz et ses émules, représentants des "civilisations supérieures" ? Et de citer l'extermination des Tasmaniens par les Anglais, des Harare par les Allemands en Afrique du Sud-Ouest. Dans les cahots de l'autobus, l'auteur relit des textes inspirés par ce qu'on appellera le "darwinisme social" : ils décrètent que la destruction des races inférieures est inévitable, que c'est le corollaire du progrès et que la véritable compassion des races supérieures pour les races inférieures consiste à les aider à disparaître.

Ainsi l'Afrique devient le champ clos de la force brute, le champ d'expérimentation des armes nouvelles – le fusil à répétition, la mitrailleuse, la balle dum-dum, la canonnière. Tout cela mené avec la plus parfaite bonne conscience. Les acteurs de ces crimes furent accueillis en héros, comme Stanley, ou devinrent les éducateurs de la jeunesse, comme Baden Powell.

Ce voyage dans la littérature raciste européenne nous mène à l'Allemagne vaincue de 1918. Amputée de son empire colonial, elle va, avec Hitler, se tailler un "espace vital" en Europe, un équivalent continental de l'Empire britannique. La thèse, scandaleuse, de Lindqvist est là, elle tient en quelques phrases : « Hitler lui-même fut mené durant toute sa carrière politique par un antisémitisme fanatique qui trouvait ses racines dans une tradition millénaire, tradition qui avait souvent conduit à des massacres de juifs. Mais le pas entre massacre et génocide ne fut pas franchi avant que la tradition antisémite ne rencontre la tradition du génocide qui avait surgi durant l'expansion européenne en Amérique, en Australie, en Afrique et en Asie. [...] C'est chez les Britanniques et d'autres Européens de l'Ouest qu'il a trouvé les modèles dont l'extermination des Juifs est une copie dénaturée ». Enjambant la thèse orientée de l'historien allemand Nolte (la « soi-disant extermination des juifs » serait une « copie dénaturée » de l'extermination des koulaks et des purges staliniennes), Lindqvist rejoint les analyses de l'historien africain Elikia Mbokolo : « En Europe, au 20^e siècle, on osera transgresser parce qu'on l'a déjà fait en Afrique » (cf. Billets n° 75).

Dérangeant ce Suédois, n'est-il pas ?

Agir ici et Survie viennent de publier chez L'Harmattan deux nouveaux **Dossiers noirs**

Le silence de la forêt

Réseaux, mafias et filière bois au Cameroun

N°14, 91 p. (40 F franco à Survie)

Une enquête inédite, au cœur du mode d'exploitation néocolonial. Toute une ambiance est restituée, dans un pays, le Cameroun, classé parmi les plus corrompus de la planète. L'exploitation des produits de la forêt (caoutchouc, bois) fut, historiquement, au cœur de la relation coloniale. Elle en a constitué l'un des modes les plus violents. Le travail forcé a été aboli voici un demi-siècle dans l'Empire français, mais le saccage forestier s'est poursuivi sans discontinuer. La tradition de violence et de délinquance a subsisté, en s'internationalisant : des Libanais, Italiens, Américains, Malaisiens, Israéliens, Canadiens, etc., ont rejoint les acteurs français, toujours aux premières loges. La "Françafrique" tend à s'inscrire dans des réseaux plus vastes, dont on découvre ici les entrelacs.

Bolloré : Monopoles services compris

Tentacules africains

N°15, préparé par Pierre Caminade. 79 p. (40 F franco)

Le groupe Bolloré étend spectaculairement son emprise sur le continent africain. Ne serait-il pas programmé pour jouer le rôle jadis imparti à Elf ? Cela fait grandement problème, en termes de monopolisation, d'atteinte à l'environnement, d'accointance avec des dictatures - celle du Congo-B notamment. Au moment où *Survie*, avec le soutien d'autres associations, lance une campagne contre de tels abus ou complicités, ce Dossier fait la synthèse de la documentation disponible.